

Editorial

Sommet Asean de Bali (7-8 octobre 2003) : la voix du Sud

Le prochain sommet de l'Asean (Association des nations du Sud-Est asiatique) se tiendra quelques jours avant le premier anniversaire des attentats du 12 octobre à Bali qui avaient fait 202 morts.

Outre les pays qui composent l'Asean (*), participeront également la Chine, le Japon et la Corée du Sud (Asean +3). Cette réunion devrait permettre d'accélérer le processus devant conduire à un marché unique régional, de renforcer la coopération économique et d'examiner les moyens susceptibles d'élargir la coopération existante avec ces trois pays, et en particulier avec la Chine dont l'achèvement d'une zone de libre-échange avec l'Asean est prévu d'ici 10 ans. Il est envisagé que les dirigeants des trois nouveaux membres potentiels publient, pour cette occasion, une déclaration conjointe pour promouvoir la coopération en matière de commerce, de politique, de protection environnementale, de développement des ressources humaines et de culture dans la zone Asean élargie.

La Chine, qui a adhéré à l'OMC en 2001, a rejoint le Groupe des 77. Ce groupe, créé en 1964 lors de la première session de la CNUCED à Genève sur le commerce et le développement est la plus large coalition au sein des Nations Unies avec désormais 133 pays en développement membres dont notamment le Brésil et l'Inde et des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Il s'est fait entendre lors du Sommet de Cancún au Mexique, où des pays en développement (G22), dont plusieurs Etats africains comme le Burkina Faso, le Mali, le Tchad et le Bénin, menés par le Brésil, l'Inde et la Chine se sont retrouvés unis pour défendre leurs intérêts communs, renouant ainsi avec une tradition pas si lointaine de solidarité des pays non-alignés. Plus que jamais en conflit avec les Etats-Unis et l'Europe sur le dossier agricole, notamment dans le domaine des subventions et de la protection agricole, ces pays du Sud, qui représentent la moitié de la population du monde semblent donc avoir réussi à créer un contre-pouvoir sans précédent au sein de l'OMC. S'estimant lésés par l'insuffisance des efforts des pays du Nord en matière de baisse des subventions, ils ont refusé de négocier les autres sujets (investissements, concurrence, transparence des marchés publics et facilitation des échanges) inscrits à l'ordre du jour de la conférence de Cancún.

Devant cette situation, les Etats-Unis et l'Europe ont abandonné tout espoir de proroger « la clause de paix », disposition obtenue à la fin de l'Uruguay Round qui les protège jusqu'à fin décembre 2003 de tout recours contre leurs subventions agricoles, notamment en ce qui concerne le coton, la viande, le lait, les céréales ou le sucre.

Ce Sommet de l'ASEAN, tout comme la Conférence à haut niveau sur la coopération Sud-Sud qui aura lieu en décembre prochain à Marrakech, permettra de savoir si cette nouvelle solidarité Sud-Sud est occasionnelle ou bien si elle s'inscrit durablement comme une nouvelle donne des relations internationales. DS/BN

(*) Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam

Dans ce numéro

L'EAU

Tarifcation et ressources dans les espaces insulaires

Problèmes sociaux et tarifcation
Création de valeur et gestion des connaissances

Agenda

LA TERRE

Développement rural durable dans les pays méditerranéens

Défi de l'agriculture biologique

Libéralisation des marchés de l'énergie
Agenda

LES HOMMES

Quand la misère chasse la pauvreté

Etat et assurance maladie en Afrique

Santé et enseignement, éléments moteurs des nouveaux programmes d'aide

Agenda

LES ORGANISATIONS

Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité

Cancún : "l'échec n'est pas une bonne nouvelle pour l'Afrique"

Les clés du développement économique
Agenda

DROIT, REGULATION

Risque-pays dans le secteur bancaire

Rapport mondial sur la corruption 2003

Risque systémique et finance libéralisée
Agenda

GEOGRAPHIES

Votre Afrique nous intéresse

Vietnam : à la hauteur de ses promesses

L'Asie de l'Est peut-elle imiter le processus d'intégration européen ?

Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Eau et littoral : préservation et valorisation de la ressource dans les espaces insulaires - KARTHALA, 2003 - 335 p. - Cote U3.140

Cet ouvrage rassemble les contributions du séminaire de recherche tenu à l'Université de la Réunion en juin 2001 sur les outils juridiques existants en matière de protection de la qualité et de la quantité de la ressource, sur les outils économiques et les incitations à la protéger, ou encore sur les solutions techniques autorisant la dépollution. La pluralité des approches proposées a permis d'apporter aux décideurs (collectivités territoriales, Etat, gestionnaires de l'eau) des éléments utiles à la réflexion relative à une gestion patrimoniale et durable de l'eau de l'île de la Réunion. Les contributions mettent notamment l'accent sur le droit de l'eau et le développement économique de l'île, la préservation de la ressource face à des besoins domestiques croissants et les dégradations de l'eau et leurs impacts sur les activités agricoles.

➤ Le rapport web

Problèmes sociaux liés à la distribution et à la tarification de l'eau - OCDE, 2003 - 246 p.

Ce rapport examine les problèmes sociaux posés par la tarification de l'approvisionnement en eau des ménages. Il défend que si des politiques de gestion de l'eau bien conçues peuvent contribuer à la réalisation des objectifs aussi bien environnementaux qu'économiques, ceux-ci risquent cependant de se heurter à la résistance de certaines catégories de la population craignant des effets sociaux négatifs. Etant donnée l'importance des services d'approvisionnement en eau des ménages et d'assainissement du point de vue de la protection sociale, l'OCDE recommande de tenir compte de ces aspects sociaux en prenant des décisions clés sur la prestation des services d'approvisionnement en eau. Alors qu'il a été largement répondu aux impératifs sociaux et de santé publique en matière de distribution publique d'eau dans les pays de l'OCDE, dans certains d'entre eux, près d'un quart de la population n'a toujours pas accès à l'eau courante. Le rapport souligne par ailleurs qu'en matière de captage et de traitement des eaux usées, plusieurs pays n'ont pas encore effectué les investissements qui s'imposent, afin de respecter les critères de qualité qu'ils se sont imposés.

<http://www1.oecd.org/publications/e-book/9703042E.PDF>

➤ L'article

Management environnemental et traitement des eaux : créer de la valeur en gérant des connaissances - Despres, C. ; Rousseaux, P. ENVIRONNEMENT ET TECHNIQUE, n° 228, 2003 - pp.19-22

Cet article rappelle les moyens et les finalités des approches environnementales pour ensuite expliciter le sens de certains acronymes utilisés, parfois à mauvais escient, pour évoquer l'analyse de cycle de vie (ACV). Il évoque également quelques cas d'études de démarche environnementale (produit et/ou service) appliquées aux systèmes de traitement des eaux pour en montrer toutes les subtilités. Cette analyse permet notamment de confirmer la nécessité d'harmoniser et d'approprier la démarche de l'ACV pour les traiteurs d'eau.

➤ L'agenda

- *Medcoast 03 - Conférence internationale sur l'environnement des côtes méditerranéennes, 7-11 octobre 2003, Ravenna, Italie*
- *11ème Congrès mondial de l'eau, 8-9 octobre 2003, Madrid, Espagne*
- *Colloque "La gouvernance de l'eau et le développement durable" organisé par la Sonede, 9-10 octobre 2003, Tunis, Tunisie*
- *Hydrotop - 7ème rendez-vous euro-méditerranéen sur le marché de l'eau, 22-24 octobre 2003, Marseille, France*
- *Forum BEI 2003 - "Perspectives pour un environnement viable : les politiques à long terme de l'Europe pour l'énergie et l'eau", 23-24 octobre 2003, Dublin, Irlande*
- *Séminaire sur la directive européenne pour l'eau potable, 27-28 octobre 2003, Bruxelles, Belgique*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Nouvelles stratégies pour un développement rural durable dans les pays méditerranéens - CIHEAM, 2003 - 140 p. - Cote A2.085

Ce volume recueille les Actes du séminaire international méditerranéen du CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes) qui a eu lieu à Marrakech du 10 au 12 avril 2000. Les grands objectifs de ce séminaire étaient de doter la région méditerranéenne d'une véritable stratégie de développement rural durable qui soit à la hauteur des besoins et des spécificités des pays de cette zone. Ce séminaire s'est penché sur l'état des lieux des zones rurales des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sur la base d'une étude approfondie présentée par le Réseau des agricultures familiales comparées (RAFAC). Il a analysé le développement rural dans ses différents niveaux (international, régional et local). La Déclaration adoptée à l'issue de ce séminaire fixe les principes de la stratégie à mettre en œuvre : valorisation des ressources humaines et des territoires, création d'institutions nouvelles où les acteurs locaux sont appelés à prendre en charge le développement par une gestion participative des projets et territorialisation des activités. Cette déclaration aborde également le financement spécifique par l'Union européenne de projets de développement rural dans les pays de cette zone.

➤ Le rapport web

Organic Agriculture : the Challenge of Sustaining Food Production While Enhancing Biodiversity - Le défi de l'agriculture biologique : une production alimentaire durable qui renforce la biodiversité - FAO, 2003 - 12 p. + annexes + bibliographie

Ce document a été présenté à l'occasion de la réunion du sous-groupe de travail thématique des Nations unies consacré à la vie sauvage, la biodiversité et l'agriculture biologique tenue à Ankara, les 15 et 16 avril 2003. Il décrit les résultats prometteurs - mais encore dispersés - des systèmes d'agriculture biologique. La chaîne alimentaire y est notamment analysée, pour les systèmes des sols, les systèmes culturaux et pour l'écosystème en général. Il propose une description de l'impact de la gestion biologique sur la biodiversité des sols, les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et la biodiversité de la vie sauvage. Ce dernier élément s'appuie sur l'analyse des conclusions d'une série de 19 études de cas présentés en annexe, avec des exemples provenant de plusieurs pays : Brésil, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, République Tchèque, Salvador, Allemagne, Indonésie, Mexique, Paraguay, Pérou, Russie, Espagne et Etats-Unis.

<http://www.fao.org/DOCREP/005/AD090E/AD090E00.HTM>

➤ L'article

Libéralisation des marchés de l'énergie : nouvelles approches, nouveaux problèmes ; la réorganisation des marchés en question, énergie et finance ECONOMIES ET SOCIÉTÉS, 2003 - 531 p. - Cote COLL

Ce numéro se propose de faire mieux comprendre les phénomènes en marche en dressant un état des lieux des réformes mises en œuvre dans les secteurs de l'électricité et du gaz selon deux axes : le premier consiste à analyser l'évolution de l'environnement géopolitique et technologique des opérateurs énergétiques, l'état d'avancement des réformes électriques dans certains pays en s'interrogeant en particulier sur l'impact, sur les stratégies des firmes et leurs performances, sur les risques d'exercice de pouvoir de marché et aussi sur les moyens de promouvoir les énergies renouvelables dans ce nouveau contexte. Le second axe porte sur le développement de la finance selon les analyses défendues, les entreprises dédiées à l'énergie renouvellent leur représentation des marchés et leurs méthodes d'évaluation des projets avec une approche plus flexible de l'investissement. Celle-ci rend donc l'équilibrage des réseaux plus complexe et demande la mise en œuvre de nouveaux mécanismes d'ajustement. Dans un contexte de décentralisation de la prise de décision et de croissance de l'incertitude, les marchés financiers offrent toutefois, selon les auteurs, de nouveaux outils de gestion des risques intéressants.

➤ L'agenda

- *Assises de la recherche en Amazonie - Plateau des Guyanes - Quelles recherches pour quel développement durable en Amazonie? 1-4 octobre 2003, Université des Antilles et de la Guyane, Guyane - France*
- *Forum mondial de l'énergie, 5 - 9 octobre 2003, Rome, Italie*
- *Journée internationale pour la prévention des catastrophes naturelles, 11 octobre 2003*
- *Forum ATIBT "Le commerce international des bois tropicaux, source du développement économique-social et d'incitations à de meilleures formes de gestions, environnementales, économiques et légales", 30-31 octobre 2003, Athènes, Grèce*
- *Lancement officiel de l'Année internationale du riz par le DG de la FAO à la 58^{ème} session de l'Assemblée générale, New York,*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Quand la misère chasse la pauvreté - Rahnema, M. - ACTES SUD, 2003 - 321 p. - Cote H10.026

Selon l'auteur, la propagation généralisée de la misère et de l'indigence est un scandale social évidemment inadmissible, surtout dans des sociétés parfaitement à même de l'éviter et ce point de vue semble de plus en plus partagé. La révolte "viscérale" qu'elle suscite en chacun de nous est donc tout à fait compréhensible. Toutefois, il lui paraît que ce n'est pas en augmentant la puissance de la machine à créer des biens et des produits matériels que ce scandale prendra fin, car la machine en action est la même qui produit assez systématiquement la misère. Pour l'auteur, il est devenu urgent aujourd'hui de chercher à comprendre les raisons multiples et profondes de ce scandale et de bien identifier les déterminants de l'essor de la pauvreté. Cette recherche l'amène aujourd'hui à montrer combien une transformation radicale de nos modes de vie est désormais devenue la condition sine qua non de toute lutte sérieuse contre les nouvelles formes de production de la misère.

➤ Le rapport web

Etat et assurance maladie dans les pays africains - Letourmy, A. - CERME, CNRS, 2003 - 16 p. - Cote DT

La question du financement de la santé constitue aujourd'hui un thème prioritaire pour les partenaires du développement. Corrélativement, les gouvernements des pays concernés en tirent des éléments de programme figurant dans les réformes qu'ils ont engagées. Pour les gouvernements des pays en développement, le financement est devenu un ingrédient essentiel des réformes et chaque pays a évidemment sa vision du problème. Toutefois on ne peut s'empêcher de remarquer l'engouement des Etats pour l'assurance maladie qui, sous des formes diverses, figure à l'agenda politique de la plupart des gouvernements. La première partie rappelle le processus qui a conduit les Etats à promouvoir et/ou mettre en place des régimes d'assurance-maladie. La seconde partie porte sur le rôle de l'Etat comme acteur du processus de développement concret de l'assurance maladie.

<http://www.cerdi.org/Colloque/Sante2003/Letourmy.pdf>

➤ L'article

La santé et l'enseignement, éléments moteurs des nouveaux programmes d'aide à l'étranger - Natsios, A. - Revue du Département d'Etat US, Vol. 8, n° 2, 2003 - 4 p.

L'auteur de cet article affirme qu'un pays ne peut ni exploiter pleinement ses possibilités ni permettre à sa population d'atteindre un niveau de vie satisfaisant sans améliorer la santé et l'enseignement public. Sans investissements dans le domaine social, affirme-t-il, les Etats ont peu de chances de bénéficier de l'effet multiplicateur de l'instruction sur la croissance économique, la santé, la démocratie et l'administration publique. Il souligne que les investissements dans le domaine de la santé sont indispensables pour réduire le risque de perturbations sociales et économiques susceptibles de se manifester lorsque le sida et d'autres maladies infectieuses atteignent l'ampleur d'une pandémie. Le Compte du millénaire (Millennium Challenge Account ou MCA) peut aider les pays qui s'engagent à améliorer l'enseignement primaire et la santé publique au-delà d'objectifs de base et à exploiter leur succès dans ces domaines pour accroître la productivité et la croissance économique.

➤ L'agenda

- *Retour des Etats-Unis à l'Unesco, 1er octobre 2003, Paris, France*
- *Journée mondiale de l'alimentation, 16 octobre 2003*
- *Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté, 17 octobre 2003*
- *Avancée des sciences de l'information et des technologies dans les pays en développement, 20-23 octobre 2003, Long Beach Californie, USA*
- *Forum Europe - Afrique "Les services urbains en Afrique : entre privé et public", 21 - 22 octobre 2003, Bordeaux, France*
- *9ème Conférence européenne sur les aspects cliniques et le traitement du VIH/Sida, 26 - 29 octobre 2003, Varsovie Pologne*
- *9ème session - Comité du Programme de lutte contre la trypanosomiase africaine, 1-3 novembre 2003, Rome, Italie*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité - Lignes directrices du CAD - OCDE, 2003 - 140 p. - Cote R3.099

La communauté internationale est résolue à aider les pays partenaires à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. A cet effet, il est important, compte tenu des ressources limitées de l'aide au développement des pays de l'OCDE, d'harmoniser et de simplifier les mécanismes d'acheminement de l'aide. Les bonnes pratiques présentées dans cet ouvrage répondent à ce souci. Elles constituent autant de conseils concrets qui, s'ils sont appliqués par les organismes de développement, devraient améliorer notablement l'efficacité de l'aide. Après un rappel des principes de la Déclaration de Rome sur l'harmonisation, est proposée une évaluation des besoins. Le premier chapitre présente un cadre de coopération pour les donateurs ; le deuxième concerne la préparation des projets, des programmes et des travaux analytiques au niveau des pays. Les chapitres suivants sont consacrés, successivement, aux questions de compte rendu et de suivi, de rapports et d'audits financiers, et aux problèmes spécifiques à la coopération déléguée.

➤ Le rapport web

L'échec de Cancún "n'est pas une bonne nouvelle pour l'Afrique" - Aly Azad Rana, K. - OMC - 2003, 5 p.

Lors d'un discours prononcé au deuxième sommet économique d'Afrique orientale à Nanyuki (Kenya) le 18 septembre 2003, le Directeur général adjoint de l'OMC a affirmé que l'incapacité des Ministres à se mettre d'accord à Cancún sur les questions commerciales susceptibles de bénéficier aux pays en développement, comme l'ouverture des marchés pour les produits manufacturés, les services et l'agriculture, en particulier la réduction et la suppression progressive des subventions, signifie pour l'OMC une réduction des possibilités de développement de l'Afrique.

http://www.wto.org/french/news_f/news03_f/speech_rana_19sep03_f.htm

➤ Lire aussi le rapport annuel de l'OMC 2003 :

http://www.wto.org/french/news_f/pres03_f/pr348_f.htm

➤ L'article

Property Rights : The Keys to Economic Development - Les droits de propriété : les clés du développement économique - O'Driscoll, G.P. ; Hoskins, L. - CATO POLICY ANALYSIS, n° 482, 2003 - 17 p.

La prospérité et les droits de propriété sont inextricablement liés. L'importance d'avoir des droits bien définis et protégés est maintenant généralement reconnue par les économistes et les décideurs. Selon les auteurs, ce sujet était rejeté sans ménagement en tant que théorie d'économie moderne dans la plupart des milieux. Même les défenseurs de l'économie de marché avaient tendance à ignorer cette question et beaucoup de politiques de développement ont donc pâti de ce manque d'intérêt. Même si des décideurs de pays développés et d'institutions reconnaissent maintenant le rôle joué par le système de propriété privée dans une économie de développement, celui-ci a encore un rôle limité dans leur action en faveur de l'aide aux pays en développement.

➤ L'agenda

- *Les conflits, la paix et la coopération pour le développement - CAD, 6-7 octobre 2003, Paris, France*
- *Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Asean, plus la Chine, la Corée du Sud et le Japon, 7-8 octobre 2003, Bali, Indonésie*
- *Réunion des experts puis des ministres chargés de l'Industrie des Etats membres de l'UEMOA, 13-16 octobre 2003, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *11ème Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'APEC, 14-15 octobre 2003, Bangkok, Thaïlande*
- *Réunion d'experts sur l'IDE et développement, CNUCED, 29 octobre 2003, Genève, Suisse*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

Le risque-pays dans le secteur bancaire : approche multicritère - Gilbert F. - Bruylant-Academia s.a., 2003 - 151 p. - Cote E5.206

Dans un contexte d'après-guerre froide, de déréglementation, de globalisation et de libéralisation des marchés, l'évaluation du risque-pays est devenue fort complexe et requiert de considérer un nombre croissant de facteurs économiques, financiers et politiques en évolution et en interaction constantes. Cet ouvrage clarifie tout d'abord le concept de risque-pays, son évolution dans le temps et les objectifs de son évaluation dans le secteur bancaire. Il enchaîne ensuite sur une étude critique de nombreux modèles d'évaluation du risque-pays, utilisés en pratique par différents acteurs économiques et développés dans la littérature scientifique. Finalement, sur la base des conclusions issues de cette analyse, l'ouvrage présente deux modèles originaux de "ranking" et de "sorting". Construits à partir de l'approche des méthodes de surclassement PROMETHEE et METAPROMETHEE (une approche multicritère appliquée pour la première fois à l'évaluation du risque-pays bancaire), ces deux modèles offrent une grande capacité d'adaptation aux mutations profondes et rapides de l'économie, de la finance et de la politique internationales et permettent de mieux rendre compte de la nature conflictuelle des multiples dimensions du risque-pays.

➤ Le rapport web

Global Corruption Report 2003 - Rapport mondial sur la corruption 2003 - Robin Hodess - Transparency International, 2003 - 424 p.

Selon ce dernier rapport mondial sur la corruption 2003, les agents de corruption échappent désormais difficilement aux dénonciateurs et aux journalistes. Celui-ci met notamment en lumière cette année les multiples normes et pratiques en cours dans les différentes régions du monde. Après le scandale Enron, le rapport plaide en faveur d'une réforme de la gouvernance des entreprises en mettant l'accent sur l'accès à l'information. Toutefois, "la liberté d'information ne suffit pas", souligne Peter Eigen, le Président de Transparency International, "quels que soient le professionnalisme et la précision avec lesquels on traite l'information, la corruption continuera de s'épanouir sans la vigilance des médias et de la société civile et le courage des journalistes d'investigation et des dénonciateurs de cas de corruption." Second rapport annuel sur l'état de la corruption dans le monde, cet ouvrage contient une série d'articles sur l'accès à l'information et une section "Etudes et données". Enfin, dans 16 rapports régionaux, le récit des affaires de corruption survenues à travers le monde côtoie le compte rendu des réformes positives mises en œuvre jusque là.

http://www.globalcorruptionreport.org/download/gcr2003/FRENCH_main_press_release.pdf

➤ L'article

Le risque systémique dans la finance libéralisée - AGLIETA, M. - REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, n° 70, 2003 - pp. 33-50 - Cote COLL

Le risque systémique peut provenir de la contagion déclenchée par un choc exogène ou être engendré dans le cycle financier de manière endogène par l'interaction du crédit et du mouvement des prix des actifs. La gestion du risque fondée sur l'utilisation de la VaR (Value at Risk) et dans les transferts des risques de marché et de crédit par les produits dérivés a accru l'importance du second type de risque systémique. Une interdépendance stratégique s'est ainsi nouée dans le système financier international entre les banques et les institutions non-bancaires (entreprises, experts comptables...). Elle entraîne le risque systémique lorsque les conditions macroéconomiques du cycle se retournent. Selon l'auteur, les Banques centrales devraient, dans ce contexte, construire des indicateurs macroéconomiques avancés de l'accumulation des fragilités financières dans la phase montante du cycle et élaborer des tests de stress macroéconomiques pour tenter de déceler la formation d'interdépendances stratégiques sur des marchés critiques. L'aptitude à maintenir le système financier liquide s'impose alors après le retournement du cycle des prix d'actifs.

➤ L'agenda

- *Groupe d'Action Financière - 1ère réunion plénière du GAFI-XV, 29 septembre-3 octobre 2003, Stockholm, Suède*
- *Séminaire sous-régional de sensibilisation sur la sécurité juridique des activités économiques au sein de l'UEMOA, 6-10 octobre 2003, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *Forum mondial sur la connaissance "Creating a New World Order and Economy", 14-17 octobre 2003, Séoul, Corée*
- *Conférence "La gouvernance et la responsabilité financière", 24-25 octobre 2003, Hong Kong, Chine*
- *Dialogue de haut niveau sur le financement du développement sous le thème "Consensus de Monterrey, progrès et mesures à prendre", 29-30 octobre 2003, New York, USA*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Votre Afrique nous intéresse - D'Ambrières, S. ; Dubroca, C. - L'HARMATTAN, 2003 - 203 p. - Cote ZAF.36

Laisser les Africains dire ce qu'ils veulent faire de l'Afrique, tel est l'objectif qui a guidé ces rencontres dont cet ouvrage rend compte. En effet, les Africains d'aujourd'hui demandent qu'on leur fasse confiance : ils savent où ils en sont, ce qu'ils veulent et comment y parvenir. Les auteurs y présentent une série de portraits d'hommes et de femmes de terrain (entrepreneurs d'Afrique de l'Ouest et autres responsables du développement économique), une nouvelle génération de dirigeants dynamiques qui nourrissent des ambitions pour l'Afrique sans oublier les acteurs du tiers secteur montant sans lesquels il ne saurait y avoir de développement local. Ces hommes et ces femmes y font part de leurs projets et parfois de leurs inquiétudes.

➤ Le rapport web

Vietnam : Delivering on its Promise - Development Report 2003 - Le Vietnam à la hauteur de ses promesses - Rapport 2003 sur le développement - BANQUE MONDIALE, 2003 - 156 p.

La guerre en Irak et l'épidémie de SRAS (pneumonie atypique) n'ont eu jusqu'à présent qu'un impact négligeable sur les performances économiques du Vietnam, mais leurs conséquences pourraient se faire sentir dans les mois à venir. En effet, dans ce rapport, la Banque mondiale revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour 2003 (+6,9%) et 2004 (+7,1%), anticipant que le SRAS n'amputerait dans le pire des cas le PIB vietnamien que de 0,4 ou 0,5 % cette année. Mais, la croissance des derniers mois est principalement due à l'augmentation de la production industrielle (+15,5% sur les 4 derniers mois) et pétrolière, ainsi qu'aux performances remarquables des exportations. Le textile exporté enregistre de nouveau la croissance la plus importante (+72% par rapport aux 4 premiers mois de 2002), principalement en destination des Etats-Unis, mais la récente signature d'un accord commercial USA-Vietnam établissant des quotas en matière textile freinera sans doute la croissance dans ce secteur à l'avenir. La situation en matière d'investissements directs étrangers n'a guère connu d'évolution remarquable pendant la période considérée. Au total, le rapport constate que malgré des performances exceptionnelles, des inégalités importantes subsistent et rendent fragiles les succès obtenus durant la dernière décennie.

http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2002/12/14/000094946_02120304010865/Rendered/PDF/multi0page.pdf

Lire aussi la revue de presse pays n° 4 de RGS/AGC "Vietnam et Bassin du Mékong"

➤ L'article

L'Asie de l'Est peut-elle imiter le processus d'intégration européen ? Park, Y. Ch. - REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, n° 70, 2003 - pp. 145-159 Cote COLL

Après la crise thaïlandaise en juillet 1997, le Japon a proposé la création d'un Fonds monétaire asiatique (FMA) destiné à servir de structure de soutien à la coopération financière et à la coordination des politiques dans la région. Cette proposition s'est concrétisée lorsque les ministres des Finances des Etats membres de l'ANASE ont convenu le 6 mai 2000, à Chiang Mai en Thaïlande, d'instaurer un système d'accords de swaps, commun aux pays de l'ANASE, créant ainsi ce que l'on appelle désormais l'Initiative de Chiang Mai (ICM). Cet article décrit les modalités d'application de l'ICM, ainsi que l'état d'avancement des négociations sur les Accords bilatéraux de swap et le système de surveillance. Avant de conclure sur les perspectives de développement de l'ICM, l'auteur décrit les différents facteurs susceptibles de freiner la coopération et l'intégration financières dans la région.

➤ L'agenda

- *Colloque - Algérie - Le champ des coopérations, CFCE, 9 octobre 2003, Paris, France*
- *6ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, 10-14 octobre 2003, Rome, Italie*
- *Séminaire "Région du Grand Mékong", CFCE, 14 octobre 2003, Paris, France*
- *Rencontre - Nigeria, CFCE, 21 octobre 2003, Paris, France*
- *Séminaires - Afrique de l'Est et Afrique Orientale, CFCE, 23 octobre 2003, Paris, France*
- *Partenariat UE - Machrek, 23-25 octobre, Damas, Syrie*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternitaire* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Iaurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia internationale* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Robert PECCOUD

Coordination :

Danièle SEGUI

Bertrand NORA

Réalisation :

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

Saisie/mise en page

Francine GILBERT